

Dominique RAIMBOURG

*Loire-Atlantique (4^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [J.O. du 2 février 2008]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [J.O. des 19 et 24 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Total. Bénéfices, répercussion, consommateur [10 juin 2008] (p. 3181)

DÉBATS

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2099)

Son intervention (p. 2119)

Thèmes :

Droit pénal : individualisation de la peine (p. 2099)

Droit pénal : mineurs : récidive (p. 2119)

Droit pénal : peines planchers (p. 2099, 2119)

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 2119)

Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007] (p. 2167)

Article 1er (instauration de peines minimales d'emprisonnement applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)

Son intervention (p. 2150)

Article 2 (instauration de peines minimales d'emprisonnement applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)

Son intervention (p. 2156)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Après l'article 5

Intervient sur l'ad n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2290)

Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2334)

Son intervention (p. 2344)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2353)

Thèmes :

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : moyens (p. 2353)

Défense : opérations extérieures : détenus (p. 2345, 2353)

Système pénitentiaire : détenus : agressions sexuelles (p. 2345)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 51) : rejetée (p. 58)

Thèmes :

Droit pénal : casier judiciaire (p. 53)

Droit pénal : irresponsabilité pénale pour trouble mental (p. 53)

Droit pénal : récidive : agressions sexuelles (p. 51)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire : moyens (p. 52)

Droits de l'homme et libertés publiques : Convention européenne des droits de l'homme (p. 54)

Justice : rétention de sûreté (p. 53 et s.)

Lois : rétroactivité des lois (p. 51, 54)

Professions de santé : psychiatres : expertises (p. 52)

Système pénitentiaire : médecins coordonnateurs (p. 52)

Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de probation (p. 52)

Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)

Article 1er (instauration de la rétention de sûreté – soins en détention – surveillance judiciaire prolongée)

Ses interventions (p. 103 et s., 113 et s., 117 et s.)

Ses amendements n^{os} 77 et 78 (p. 114 et s.)

Son amendement n^o 81 : adopté (p. 116)

Ses amendements n^{os} 83 et 84, 86, 89 et 90 (p. 117 et s.)

Article 2 (conditionnement des réductions de peine à l'acceptation de soins en détention)

Son amendement n^o 97 (p. 118)

Son intervention (p. 119)

Son amendement n^o 100 rectifié (p. 119)

Article 12 (entrée en vigueur des dispositions de la loi)

Son intervention (p. 120)

Article 3 précédemment réservé (décisions d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental)

Ses interventions (p. 124 et s.)

Article 4 précédemment réservé (coordinations au sein du code de procédure pénale et inscription des décisions d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental au casier judiciaire)

Son intervention (p. 129)

Après l'article 12

Intervient sur l'ad^t n^o 107 deuxième rectification de M. Michel Hunault (consultation du fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles (FIJAS) par les représentants des collectivités territoriales) (p. 132)

Projet de loi n° 411 portant diverses dispositions d'adaptation du droit des sociétés au droit communautaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1900)

Son intervention (p. 1907)

Thèmes :

Justice : tribunaux de commerce : greffiers (p. 1908)

Professions judiciaires et juridiques : notaires (p. 1908)

Sociétés : siège social : délocalisations (p. 1907)

Discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1908)

Article 1er (dispositions particulières régissant les fusions transfrontalières)

Son intervention (p. 1910)

Proposition de loi n° 433 portant réforme de la prescription en matière civile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1934)

Article 1er (réforme des règles de la prescription extinctive)

Son intervention (p. 1935)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Après l'article 30 sexies

Intervient sur l'ad^t n^o 302 de M. Victorin Lurel (langues régionales) (p. 4505)

Intervient sur l'ad^t n^o 305 de M. Philippe Folliot (langues régionales) (p. 4505)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4588)

Thèmes :

Collectivités territoriales : libre administration (p. 4588)

Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : recrutement (p. 4588)

Enseignement maternel et primaire : programmes : réforme (p. 4588)

Secteur public : grève : préavis (p. 4588)

Discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4630) ; [16 juillet 2008] (p. 4642)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 96 de Mme Sandrine Mazetier (évaluation obligatoire avant modification des programmes scolaires) (p. 4644)

Intervient sur l'adt n° 97 de Mme Sandrine Mazetier (objectif de mixité sociale lors de l'établissement de la carte scolaire) (p. 4645)

Article 5 (information sur le nombre d'enseignants grévistes – seuil de mise en œuvre du service d'accueil communal)

Son intervention (p. 4671)

Article 8 (contribution de l'État aux dépenses exposées par les communes pour l'accueil des enfants scolarisés)

Son intervention (p. 4679)

Article 8 bis (substitution de la responsabilité de l'État à celle de la commune dans le cadre du service d'accueil)

Son intervention (p. 4681)